REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DES YVELINES — 8me CIRCONSCRIPTION

Chères Electrices, Chers Electeurs,

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

PRÉSENTE A VOS SUFFRAGES

POUR LES



Bernard HUGO
36 ans, Instituteur
Maire de Trappes,

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

des Candidats jeunes et dynamiques

pour qui vous voterez dès le premier tour
car ils représentent l'avenir de la France.



Bernard GUILLAUMIN
34 ans, Professeur
au Lycée de Rambouillet

Dans notre 8me circonscription, aux cantons semi-ruraux et semi-résidentiels de CHEVREUSE, MONFORT L'AMAURY, RAMBOUILLET et SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES, le gouvernement a ajouté les villes plus industrielles de TRAPPES et PLAISIR et celle de THIVERVAL à prédominance agricole. Aussi présente-t-elle toutes les caractéristiques de la France, pays riche où il ferait bon vivre si toutes les richesses n'étaient pas accaparées par les gros banquiers.

- Les travailleurs sont défavorisés : la plupart travaillent loin de chez eux, sans garantie d'emploi, empruntant des trains peu nombreux et bondés, encore à vapeur sur la ligne de Plaisir.
- Ceux qui travaillent sur place sont victimes des abattements de zones de salaires.
- La vocation touristique et résidentielle de la circonscription est gênée par un réseau de routes insuffisantes (certaines liaisons sont d'ailleurs inexistantes), le tarif banlieue sur la SNCF est refusé.
- Les établissements secondaires et techniques sont trop peu nombreux : Un lycée à Rambouillet un Collège d'Enseignement Technique à Neauphle le Château mais qui dessert plutôt Versailles, un très petit à Rambouillet, quelques Collèges d'Enseignement Général dans les centres importants.
- La crise du logement continue de sévir : On y construit par an peu d'HLM et logements sociaux et les loyers sont souvent inabordables.
- L'urbanisation de la région est conduite par le district de Paris sans consultation préalable des élus, sans possibilités financières et accentue le sous-équipement : Cela conduit aussi à un certain nombre d'expropriations où les droits des propriétaires sont à peine reconnus.
- Les subventions aux communes pour leur permettre de réaliser les équipements sociaux culturels rendus indispensables par l'expansion démographique et le progrès de la technique, diminuent ou sont supprimées, tandis que l'État impose aux communes des charges nouvelles telles l'entretien des routes nationales, la moitié des constructions scolaires, l'achat des terrains nécessaires aux lycées et collèges. Aussi les impôts communaux augmentent-ils !.
- L'Hôpital de Rambouillet est saturé.
- Les jeunes trouvent peu d'emplois bien rémunérés, de piscines (une seule couverte à Rambouillet), peu de Maisons de jeunes, d'installations sportives nécessaires, de possibilités culturelles.
- Le téléphone de plus en plus indispensable à la vie moderne, est difficilement utilisable.

Nous pourrions donner encore de multiples exemples du sous-équipement d'une région pourtant agréable et très fréquentée, notamment lors des week-end... Situation qui est celle hélas de la plupart des circonscriptions de France !

POURQUOI UNE TELLE SITUATION ?

L'augmentation du revenu national et de la productivité profite aux seuls industriels et banquiers, aux monopoles, mais les salaires sont stabilisés - un Français sur quatre gagne encore moins de 60.000 AF par mois. Notre industrie est orientée vers la guerre pour laquelle le gouvernement consacre au minimum 25% de son budjet. Mais il en attribue à peine 3% à la santé publique et 16% à l'Education Nationale.

CE RÉGIME SE VEUT CELUI DE L'ORDRE ET DE LA STABILITÉ, MAIS IL N'EST EN REALITÉ QUE CELUI DE L'AUTORITARISME ET DE L'INJUSTICE SOCIALE.

Ce que nous voulons :

Une France prospère et démocratique où il fera bon vivre, du travail le plus près possible de chez soi, la garantie de l'emploi, un logement confortable au loyer raisonnable ou des facilités pour construire, les moyens de nous cultiver, de nous déplacer, de nous soigner, d'assurer l'avenir de nos enfants...

Tout cela est possible :

Si l'on procède à trois grandes réformes fondamentales qui empêcheront les grandes féodalités financières et économiques de dominer l'Etat et d'accaparer les richesses de la France à leur profit.

Nationalisation des grands monopoles industriels et bancaires :
participation des syndicats à la gestion des entreprises nationales

Plan démocratique de développement économique et social
assurant la mise en valeur de toutes les ressources du pays, garantissant le plein emploi et permettant l'aide aux régions industriellement sous-développées

Démocratisation de l'impôt
relever à 500.000 AF l'abattement à la base pour le calcul de l'impôt sur le revenu, réduire les taxes de vie chère, faire payer les sociétés capitalistes

Alors, les mesures sociales que nous proposons dans notre programme seront possibles :

L'Augmentation générale et progressive des salaires, traitements et retraites, pensions,

— la réduction du temps de travail sans diminution du salaire,
— l'amélioration de la condition féminine,
— la satisfaction des revendications de la jeunesse,
— l'attribution du quart du budget à l'Education Nationale,
— une réforme démocratique de l'enseignement,
— le développement de la recherche scientifique,
— la construction de 600.000 logements par an, dont plus de la moitié en logements sociaux, et la limitation du prix des loyers,
— la juste rémunération du travail paysan et l'extension de ses droits,
— la défense des exploitations familiales.

La réalisation de ces mesures est inséparable d'une politique active de paix et désarmement :

— dénonciation de l'agression américaine au viet-nam qui menace la paix mondiale,
— abandon de la force de frappe,
— pas d'armement nucléaire pour l'Allemagne,
— remplacement des blocs militaires par un système de sécurité collective.

Par votre vote, le 5 Mars 1967, vous approuverez ce programme novateur qui suppose l'établissement de la souveraineté du peuple, à la place du pouvoir personnel,

Ce nouveau régime démocratique, devra assurer le respect des droits de l'homme et du citoyen, la libre activité des partis et syndicats, la sauvegarde et l'extension des libertés communales et départementales, la séparation de l'Eglise, de l'Etat et de l'Ecole, un statut démocratique de la radio-télévision, actuellement colonisée par la majorité gouvernementale.

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Dimanche 5 Mars, vous voterez dès le premier tour pour les candidats du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS qui dénoncent énergiquement les méfaits du Pouvoir, proposant des solutions réalistes pour assurer une relève démocratique du gaullisme : Leur succès sera celui de la politique unitaire menée par le Parti, et permettra le respect de l'accord conclu entre les formations de gauche, condition indispensable pour battre le gaullisme et établir une démocratie authentique que souhaitent tous les Républicains de ce pays.

Bernard HUGO B. GUILLAUMIN

Maire de Trappes *et son suppléant* **Professeur à Rambouillet**

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

pour l'union des forces de gauche et démocratiques.

Imp. COUTANCIER - Chevreuse - Tél. : 952-15-41